

Faiblement mobilisée et peu politisée, l'université de Créteil a fini par voter le blocage

LE MONDE | 16.03.06 | 14h16

Joana Rigaux et Estelle Kitegi, étudiantes en DESS gestion de l'humanitaire à l'université Paris-XII (Val-de-Marne), poussent un soupir de soulagement. Il est 13 h 30, mercredi 15 mars, et les 600 étudiants réunis en assemblée générale dans l'amphi T500 viennent de voter le blocage des cours. Un bon mois après les autres universités et à la veille de la manifestation de jeudi, l'université de Créteil, mauvais élève de la mobilisation, sort de sa torpeur.

Dans la matinée, sur la dalle du Centre multidisciplinaire de Créteil (CMC), une poignée d'étudiants avaient dressé un modeste barrage filtrant pour sensibiliser à la mobilisation anti-CPE. Café chaud et sono ne suffisaient pas à réchauffer l'esplanade de béton et les rares étudiants qui l'arpentaient. Une banderole, installée à l'entrée du bâtiment principal, claquait au vent. On pouvait y lire *"CPE : Chômage, Précarité, Esclavagisme"*. L'UNEF, principal syndicat étudiant, avait dépêché son président, Bruno Julliard, pour faire de la "retape". *"Je suis venu pour voir pourquoi ça ne prend pas ici"*, expliquait-il.

On le retrouve, deux heures plus tard, en chauffeur d'amphi. *"C'est la grande foule, constate Thomas Fournier, étudiant en 1^{re} année de géographie, non syndiqué. Il y a trois semaines, nous nous sommes retrouvés à sept. A ce moment-là, nous nous sommes dit que nous ne pouvions rien faire."*

La mobilisation a passé un cap la veille, mardi 14 mars, lors d'une assemblée générale à laquelle assistaient de nombreux lycéens. Pourtant, aucun cours n'a été perturbé et encore moins annulé. Mercredi, c'est même "journée portes ouvertes" à l'IUT de Créteil. Les visiteurs s'informent. Les étudiants se pressent à leurs travaux dirigés. Une journée ordinaire dans une université.

Pourtant, tous les ingrédients de la révolte étudiante sont réunis. Paris-XII n'est pas un petit centre universitaire : plus de 27 000 étudiants y sont inscrits. Toutes les disciplines sont représentées, de la filière lettres et sciences humaines, terreau traditionnellement propice à la contestation, au droit, plus conservateur, en passant par la médecine ou encore les sciences.

5 000 ÉTUDIANTS BOURSIERS

"L'exception" Paris-XII se niche dans quelques caractéristiques. Sa géographie, d'abord. Construite en 1970, l'université s'est développée de façon anarchique. Aujourd'hui, cinq sites s'étalent entre les stations de métro Créteil-Préfecture et Créteil-l'Echat et quatre autres sont "exilés" dans les communes de Vitry, Sénart, Fontainebleau (Seine-et-Marne) et Paris. Cet éparpillement est encore accentué par une architecture de béton et de passerelles à la convivialité toute relative. Les caractéristiques sociales des étudiants expliquent aussi l'inertie. Paris-XII compte 20 % d'étudiants étrangers. Près de 5 000 étudiants sont boursiers. Les jeunes issus de catégories sociales moyennes ou défavorisées sont plus nombreux que dans les universités parisiennes.

Gérard Lauton est professeur de mathématiques à la faculté de sciences. Membre du Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup, à gauche), il s'est engagé ouvertement contre le CPE. *"Ici, beaucoup d'étudiants travaillent à temps partiel pour financer leurs études, explique-t-il. Cette double journée leur laisse peu de temps pour se mobiliser. Certains considèrent aussi qu'ils n'ont pas le luxe de perdre une année et de rater les cours."*

Rassemblés sur la dalle, David Gerbault, Jean-Michel Escander, Thomas Boiteau et Nour Benbrahim, tous étudiants en 1^{re} année génie électrique en IUT, forment un petit groupe mobilisé contre le CPE. Non syndiqués, ils ont participé aux "manifs" car, pour eux, le CPE, *"c'est vraiment une grosse arnaque"*.

Ils représentent une minorité dans leur classe. "Beaucoup d'étudiants de cette fac sont issus de l'immigration. Ils savent qu'il va leur être plus difficile de trouver un emploi. Ils se résignent peut-être à avoir un CPE", avance l'un d'eux. "Ils se trompent car on va d'abord le tester sur eux. La précarité, elle va être étendue à tout le monde", rétorque Nour. Contrairement à Nanterre, autre université de banlieue, Paris-XII n'a pas de culture de la contestation, les étudiants y sont peu politisés.

A l'autre bout du campus, l'AG s'est prononcée pour le blocus. *"Comment peut-on bloquer une université qui compte plus de 150 porches ?"*, s'interroge, sceptique, un étudiant de lettres. *"C'est pas gagné, estime Thomas Fournier. Aujourd'hui, on a surtout voté pour l'idée du blocage, plus que pour le blocage."*

Catherine Rollot

Appel au dialogue des présidents d'université

Les présidents d'université ont adopté, mercredi 15 mars, une motion commune sur le CPE, par 42 voix sur 46 présents, lors du colloque annuel de la Conférence des présidents d'université, qui se tient à Nantes jusqu'au vendredi 17. Ce texte appelle au dialogue et à l'ouverture. - (*Corresp.*)

Les anti-blocage contre la "prise d'otage". Mercredi 15 mars, environ 200 étudiants opposés au blocage se sont rassemblés, place du Panthéon, à Paris, pour protester contre *"la prise en otage"* dont ils s'estiment victimes.

Les étudiants en sport manifestent à vélo. Jeudi 16 mars, des étudiants en éducation physique et sportive, partis de Bordeaux, devaient arriver à vélo à Paris pour rallier la manifestation des étudiants en sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) et protester contre la baisse de 50 % des postes au concours externe cette année par rapport à 2005 (400 contre 800).

Article paru dans l'édition du 17.03.06